

VENTE FLASH SUR L'ORGANISATION DU SERVICE, PLUS UN GRAMME DE COHÉRENCE

Fait à Villenauze-la-Grande, le 30/06/2025

L'**UFAP UNSa Justice** tient à dénoncer une nouvelle fois le mépris envers le personnel de terrain.

Un groupe de travail avait été mis en place au sein de l'établissement. Des agents volontaires y ont participé activement, en étroite collaboration avec l'encadrement local, dans le but de bâtir une organisation juste, réaliste et équitable. Ce travail rigoureux, ancré dans les réalités du quotidien, visait à améliorer les conditions de travail tout en garantissant la continuité du service.

Mais comme trop souvent, ce travail de fond a été balayé par une Direction, cette fois-ci par une Direction Interrégionale déconnectée, ou plutôt manipulée.

On peut s'épuiser à bâtir sérieusement une organisation cohérente et partagée lors d'un groupe de travail, mais si au-dessus on préfère ignorer le terrain et effacer d'un trait de plume l'implication des agents, alors soyons clairs : la concertation n'a plus aucune valeur.

UNE LOGIQUE SACRIFIÉE AU NOM DE LA PRÉCIPITATION

Nous sommes donc dans **“une vente flash sur l'organisation, dans laquelle il n'y a plus un gramme de cohérence”**. On décide à la hâte, on bouscule ce qui fonctionne, et on impose sans la moindre concertation une organisation improvisée et précipitée.

24 AGENTS LJ, STAGIAIRES COMPRIS : UNE PROCÉDURE BÂCLÉE ET UNE ÉQUITÉ PIÉTINÉE

Traditionnellement, l'accès aux postes LJ reposait sur des critères clairs et sérieux : **ancienneté, expérience, assiduité et ponctualité**. Des repères qui garantissaient une organisation équitable et respectée.

Cette fois-ci ? **Avant même qu'un appel d'offre ne soit lancé**, un sondage **WhatsApp** de comptoir, orchestré par une organisation syndicale, a servi de « consultation ».

Dans la foulée, plusieurs CRP ont été déposés directement sur le bureau du service par un représentant syndical, comme si cela suffisait à valider la démarche. Évidemment, ce n'est pas la procédure officielle... mais passons.

Et, comme par magie, une directive DI est tombée immédiatement après. Le hasard fait parfois bien les choses... mais rarement avec autant de précision.

Résultat ? On nous avait promis une organisation équilibrée avec **10 agents LJ**, et nous voilà avec **24 agents**, stagiaires compris.

Soyons clairs : l'UFAP UNSa Justice n'est pas opposée à la présence des stagiaires dans cette équipe. Ils trouveront écoute, conseils et accompagnement auprès de leurs collègues **et de notre bureau**.

Ce que nous dénonçons, c'est la méthode. Car au-delà du tour de passe-passe; pas de procédure, pas d'appel d'offre, juste un sondage improvisé et une directive DI tombée du ciel; il y a surtout eu un **manque total de transparence vis-à-vis de l'ensemble des stagiaires**.

Au lieu de leur expliquer clairement la procédure, on a laissé croire à une pseudo-consultation par sondage **WhatsApp**, suivie d'une décision déjà ficelée.

L'UFAP UNSa Justice rappelle à la Direction Interrégionale son devoir de neutralité. Elle n'a pas à s'appuyer sur les initiatives d'une organisation syndicale pour orienter ses décisions.

Neutralité ne veut pas dire servir la soupe à certains au détriment de tous.

Car au bout du compte, que voit-on ? Une organisation bricolée où les stagiaires sont mis en avant, non pas par équité ou transparence, mais comme une opération de séduction. (*à coup d'appel téléphonique tel un véritable VRP*)

On leur offre des postes pour leur donner le sentiment d'un privilège, avec l'arrière-pensée de les rendre redevables. Bref, plus qu'une véritable organisation, c'est une stratégie d'achat de loyauté — et ça, ce n'est pas acceptable.

CAN3/2 : LA VARIABLE D'AJUSTEMENT

Les CAN3/2 ont **toujours été le moteur de la détention**, assurant le bon fonctionnement des équipes et le maintien de l'ordre dans les services. Avec un effectif LJ gonflé à 24 agents, l'équilibre initial prévoyant des postes hors détention pour les CAN3/2 est complètement brouillé.

L'attribution des postes hors détention est désormais un **véritable spectacle de guichet** : chacun doit tirer un ticket, se tenir debout en file interminable, vérifier son numéro, et croiser les doigts pour espérer enfin décrocher un **PIC ou un mirador** — *un peu comme à la charcuterie un samedi matin, avec mamie devant qui râle, les enfants qui pleurent, et tout le monde qui s'impatiente en se demandant si le serveur se souvient de son existence.*

L'équité entre CAN3/2 et LJ ? Elle a été poliment invitée à attendre son tour... au fond de la file, pendant que l'improvisation règne en maître. Les vrais moteurs de la détention, ceux qui faisaient tourner la machine jusque-là, ne peuvent que regarder ce grand cirque administratif.

TUTORAT : BIENTÔT UNE DEMI-JOURNÉE ET UN CAFÉ SUFFIT

Avec 50 stagiaires à intégrer, les besoins en tutorat explosent. Tous les volontaires sont invités à se porter candidats, puisqu'il semble que le seul critère désormais retenu soit... le volontariat.

La DI persiste dans l'idée qu'une journée — voire une demi-journée — de formation suffit pour faire d'un agent un tuteur compétent, alors qu'il était initialement prévu deux journées. Peu importe si l'agent ne maîtrise pas la rédaction d'un écrit professionnel, ou si aucune évaluation sérieuse n'est réalisée. On est en train de faire capoter le travail des formateurs, et ce, en accélérant à marche forcée.

Bientôt, il suffira juste de passer boire un café avec les formateurs, et hop, on est tuteur.

Encore une fois : on fonce, on remplit, et on verra bien. Ce mépris pour le rôle de tuteur compromet la qualité pédagogique de l'accompagnement des stagiaires, leur intégration et leur apprentissage sur le terrain.

L'UFAP UNSa Justice APPELLE LES PROFESSIONNELS À REPRENDRE LA MAIN

Le Centre de Détention de Villenauze-la-Grande **n'est pas un laboratoire d'improvisation interrégionale**, ni un terrain de jeux pour ventes flash, sondages WhatsApp et directives tombées du ciel. La cohérence a été balayée, et ceux qui font tourner la détention ont été réduits à spectateurs.

L'UFAP UNSa Justice **reste aux côtés des stagiaires** : nous ne sommes pas là pour leur distribuer des cartes, mais pour les accompagner, les former et veiller à leur intégration réelle et sérieuse. Pour cela, nous **appelons tous les collègues à postuler sérieusement au tutorat**, afin de garantir la réussite de nos collègues stagiaires et ne pas laisser cette mission essentielle sombrer dans l'improvisation.

Face à cette dynamique, **le nivellement par le bas n'a pas sa place**. Nous appelons **tous les professionnels responsables** à reprendre la main, défendre l'équité et la cohérence, et faire respecter le travail déjà accompli sur le terrain.

Vente flash ou pas, la cohérence ne se brade pas.

Le Bureau Local